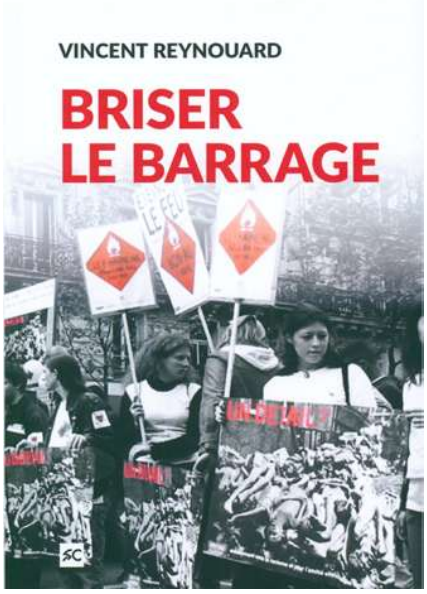
Vincent REYNOUARD : “*Comment briser le barrage*

RIVAROL : Votre dernier livre a pour titre *Briser le barrage*. Vous y analysez l'élection présidentielle de 2002, lorsque Jean-Marie Le Pen s'était hissé au second tour. Pourquoi revenir sur un événement vieux de près d'un quart de siècle désormais ?

Vincent REYNOUARD : Parce qu'en 2025, les enseignements de ces élections sont toujours actuels. Dans mon ouvrage, je rappelle la réaction de Martine Lehideux au soir du 5 mai 2002. Ayant appris la veste électorale infligée par le peuple français à Jean-Marie Le Pen, cette élue du Front national soupira[1] : « *Moi, je suis profondément étonnée, parce que le peuple français n'arrête pas de dire que les problèmes sont graves (insécurité, chômage, immigration-invasion…). Et il en redemande, il veut à nouveau cinq ans de Jacques Chirac et ces problèmes vont s'aggraver. Alors, je ne comprends pas le peuple français auquel on amenait une telle espérance, la préférence nationale inscrite dans la Constitution* » Martine Lehideux n'avait pas compris l'enseignement principal du scrutin — un enseignement qui reste très actuel : tant que l'ombre de la Shoah planera, avec en plus des supermarchés achalandés, des pompes à essence pleines et des téléphones portables en fonctionnement, aucune renaissance nationale ne sera possible par les urnes. Autrement dit : jamais le peuple français ne portera au pouvoir une formation de droite nationale authentique — je dis bien : authentique.



R. : Le 21 avril 2002 pourtant, à l'annonce des résultats qui portaient Jean-Marie Le Pen au deuxième tour, certains ont affirmé que la France se réveillait. Jany Le Pen lança : « *j'en ai la chair de poule. C'est la renaissance de la France* ». Certes, il y a eu le 5 mai et le revers électoral subi par Jean-Marie Le Pen. Mais ces gens affirment que cette veste électorale du deuxième tour résulte d'une manipulation des esprits.

V. R. : Mon ouvrage réfute ces affirmations. J'y démontre que le 21 avril 2002, il n'y eut ni « *renaissance de la France* » ni même sursaut national. Je cite notamment un bulletin de la droite radicale qui, dans un langage célinien, souligna[2] : « *Neunœil* [= Le Pen] *au deuxième tour, ça n'a pas du tout été un “sursaut national”, mais tout au plus un concours de circonstances dû à la dispersion des voix sur 16 candidats, à la division de la gauche, à un taux d'abstention de 27,5 %, et à une actualité plus ou moins récente assez agitée : 11 septembre (qu'Allah soit loué) et AZF-Toulouse, véritables bombes émotionnelles, avec pas mal de trucs louches en plus ; le match France-Algérie et ses débordements ; et finalement, un peu avant le scrutin, le pauvre vieux qui se fait cramer sa baraque par la racaille et que le peuple a vu en train de chialer et de se lamenter sur son lit d'hôpital. Alors, avec tout ça, Neunœil à 17 %, c'est pas un sursaut national* ». Il avait raison : en avril 2002, avec les crispations autour de l'Islam, les attentats, l'immigration galopante, la criminalité grandissante, la drogue répandue, le chômage endémique, etc., Jean-Marie Le Pen bénéficiait d'une actualité porteuse. Il apparaissait comme l'homme qui, depuis vingt ans, avait eu raison contre toute la classe politique. Avec en plus un président « de droite » totalement discrédité : Jacques Chirac surnommé “Supermenteur”. Par conséquent, dès le premier tour, le président du Front national aurait dû rafler la mise en multipliant par deux son nombre de voix, passant de 4,5 millions (en 1995) à environ 9 millions. Or, dans mon ouvrage, je souligne que si l'on additionne les suffrages qui s'étaient portés sur Bruno Mégret, le 21 avril 2002, le camp national avait progressé de 900 000 voix par rapport à 1995. Bien que cette progression soit honorable, ce n'était pas une « *renaissance de la France* ». J'ajoute que Lionel Jospin fut victime d'un éparpillement des voix de la gauche. Si le tiers des électeurs qui avaient voté Christiane Taubira, Jean-Pierre Chevènement et Noël Mamère s'étaient portés sur le candidat du Parti socialiste, alors le « coup de tonnerre » du 21 avril n'aurait pas eu lieu.

R : Selon vous, il n'y avait donc eu aucun sursaut national ?

V. R. : Le 5 mai 2002 l'a confirmé. Quand on parle de manipulation des esprits entre les deux tours, je réponds que cette explication ne vaut rien. Dans mon ouvrage, je rappelle ce qui suit[3] : « *À 21 h 30, le 21 avril [2002], TF1 divulgua une estimation de la Sofres pour le deuxième tour :* “Chirac bat[tait] largement Le Pen avec 78 % des voix contre 22 %.” *Le lendemain,* Aujourd'hui *publia les résultats d'un sondage* […] *réalisé la veille à partir de 20 h 15 : Jacques Chirac était donné gagnant avec 77 % des suffrages. De son côté,* Le Figaro, *qui avait réalisé son propre sondage avec Europe 1, annonça également une écrasante victoire du président sortant avec 80 % des voix. Cette convergence de résultats — qui se confirmera jusqu'au 3 mai — démontre que, dès le 21 avril au soir, une écrasante majorité des électeurs avaient fait leur choix : ils savaient qu'ils iraient aux urnes pour rejeter Jean-Marie Le Pen, quoi qu'il puisse désormais dire et même s'il fallait pour cela donner sa voix à un “ripoux” doublé d'un pleutre.* »

R. : En un tournemain, Jacques Chirac devint le défenseur vertueux de la République. Le 23 avril, il osa lancer[4] : « *La France est confrontée à une situation grave. Ce qui est en cause, c'est son âme, c'est sa cohésion, c'est son rôle dans l'Europe et dans le monde. La République ne transige pas quand l'âme du peuple français est en question. Ce combat est le combat de toute ma vie. C'est un combat moral.* » Le pire est que la manœuvre a fonctionné.

V. R. : C'est indéniable. Ceux qui, hier, voulaient voir Chirac jeté en prison prièrent pour qu'il se retrouvât à l'Élysée afin de conjurer le « *péril brun* ». D'où le slogan vu dans de nombreuses manifestations : « *Votez escroc, pas facho.* » Le 30 avril, Cavana écrivit dans *Charlie Hebdo*[5] : « *Consigne : on arrête de dire du mal de Chirac. Fini Chirac super-menteur, super-voleur. On va désormais porter des fleurs à Chirac moindre mal. Et de bon cœur !* »

R. : On se souvient qu'à l'époque, Vincent Lindon écrivit : « [Chirac], *nous pouvons le tolérer, l'autre est intolérable. Il ne s'agit plus de réfléchir, mais d'agir comme animé d'un réflexe pavlovien. Si Le Pen était opposé à Tartemuche, il faudrait voter Tartemuche.* »

V. R. : Oui, je le cite dans mon ouvrage et j'ajoute que peu après, Philippe Lançon asséna : « *Disons [19]33 et votons Chirac comme on voterait Pavlov* »[6]. Il n'y avait donc plus d'élection au sens premier du terme : face au « *péril brun* », il ***fallait*** voter pour Jacques Chirac. C'était une obligation morale, parce que l'enjeu était capital. La veille du deuxième tour, l'écrivain Michel Butel appela à barrer la route au “fascisme”[7] : « *Parce que notre vie est en jeu. Parce que le sort de nos enfants, des êtres aimés, est en jeu. Parce que le sort du monde est en jeu. Parce que la civilisation est en jeu.* » Dans cette ambiance, Giovani Serafini parla du vote FN comme d'un « *“péché” politique commis dans les urnes* ». Une jeune militante soupira[8] : « *Y a pas à tergiverser. Si on ne vote pas Chirac, on est coupable* ». Le sociologue Philippe Corcuff écrivit dans *Charlie Hebdo* : « *Je n'aurais pas voté Jospin face à Chirac, du fait des proximités de leurs politiques économiques et sociales, mais je voterai Chirac contre Le Pen, car c'est là la limite éthique infranchissable (même par l'abstention).* »[9]

R. : « Même par l'abstention » : il est vrai qu'en 2002, les abstentionnistes furent conspués, voire injuriés.

V. R. : Défilant dans les rues de Paris le 1er mai 2002, Daniel Cohn-Bendit déclara[10] : « *J'avoue que manifester ici un 1er mai me réjouit. C'est drôle : en 68 on disait élections piège à cons. Maintenant c'est abstention piège à cons.* » Certains allèrent plus loin. Le réalisateur Éric Rochant lança : « *Le vote blanc est un vote de ténèbres. Ceux qui le choisissent choisissent le chaos* ». Son confrère Patrice Chéreau ajouta : « *hier après-midi, à la manifestation, j'ai entendu des “Ni Chirac ni Le Pen !” Ceux-là, je ne dirai pas qu'ils sont des criminels, mais je le pense* ». L'écrivain Viviane Forrester renchérit : « *De la part de démocrates, de la part de tout citoyen de gauche, s'abstenir, voter blanc ne serait pas seulement irresponsable, ce serait criminel* »[11].

**R. : Face au « *péril brun* », le jeu politique était donc suspendu. Ce fut d'ailleurs affirmé clairement. Le 29 avril 2002, la comédienne Marie-Christine Barrault lança[12] : « *Dimanche 5 mai, il y a un seul ennemi à contrer. La politique reviendra après ce second tour.* » De son côté, François Hollande précisa sur RTL[13] : « *Chaque chose en son temps. Le 5 mai, il faut écarter l'extrême droite. À partir du 6 mai, une autre élection est en vue : les élections législatives et, là, le choix entre la gauche et la droite reprendra toute sa place.* » Citons également le cinéaste Éric Rochant qui déclara[14] : « *J'appelle effectivement à voter Chirac, car il s'agit ici non de Chirac, non de Sarkozy, non de Juppé, dont on pouvait penser ce qu'on voulait il y a quelques jours. Non, il faut choisir Chirac, car ce nom, aujourd'hui et maintenant, c'est celui de la République française. Ç'aurait pu être Jospin ou un autre, qu'importe* […] *Il ne s'agit pas ici de voter à droite. Aujourd'hui, Chirac, ce n'est plus la droite. La droite n'existe plus. C'est la démocratie dont il est question, quels que soient les discours ou les calculs des uns et des autres. Nous, citoyens français, nous sommes plus forts que les joutes politiques dépassées.* »

V. R. : Cette dernière déclaration était d'autant plus impudente que face au « *péril brun* », non seulement le jeu politique fut suspendu, mais aussi, les principes démocratiques furent violés. Dans mon ouvrage, j'y consacre un chapitre entier. Je commence par rappeler les sept règles qui fondent la démocratie[15] :

1. L'existence de clivages politiques, sources de débats pluralistes ;
2. L'acceptation de ce pluralisme, puisqu'il rend la démocratie vivante, ce qui implique la tolérance et le respect des autres, même s'il s'agit de farouches adversaires.

Ces deux premiers principes assurent à l'électeur un choix libre et conscient de son (ou ses) candidat(s). Sous peine de rester lettre morte, ils présupposent :

3. Le droit à la parole pour n'importe quel candidat officiellement investi (faute de quoi il n'y a pas de confrontation d'idées) ;
4. La liberté pour l'électeur de choisir le candidat qui plaît (faute de quoi le pluralisme et les débats ne servent à rien) ;
5. Le droit à la neutralité, et même le devoir de neutralité pour certains ;
6. L'égalité entre les votes ;
7. Le respect du verdict des urnes, quel qu'il soit.

Une fois ces principes rappelés, je démontre, avec de nombreux exemples précis, comment, pendant deux semaines, ils furent allègrement violés au motif que, face au « *péril fasciste* », il fallait… sauver la démocratie.

R. : Et tout cela en parfaite bonne conscience de la part de nos bons démocrates. Je me souviens de ceux qui, d'une façon ou d'une autre, affirmaient qu'en cas de « *danger fasciste* », il fallait refuser le verdict des urnes.

V. R. : Entre les deux tours, une série d'explications fut fournie afin d'expliquer pourquoi le vote Le Pen ne devait pas être pris en compte. Le 3 mai par exemple, le psychanalyste Philippe Grimbert déclara[16] : « *La surprise, l'inattendu, la sidération* [du 21 avril] *portent la signature de l'inconscient lorsque celui-ci vient à se manifester sous la forme du lapsus, du mot d'esprit ou de l'acte manqué, cet acte apparemment étranger à nous-mêmes qui nous fait agir à l'inverse de ce que nous pensions désirer : ce sont très exactement ces sentiments qui nous ont cloués sur place à la vision des résultats du premier tour. Si l'on pense que la fonction présidentielle a ses échos dans l'inconscient comme fonction éminemment paternelle, alors n'y aurait-il pas précisément, aussi insupportable qu'en soit le constat, un acte manqué de la part des électeurs angoissés (non lepénistes) se manifestant pour les uns sous la forme de ce silence, pour les autres sous la forme de cet aveuglement, deux attitudes qui ont permis au plus caricaturalement phallique des candidats l'accession au duel final ? Désir inconscient de la rencontre avec un père Fouettard, un redresseur de torts qui viendrait, l'espace de l'entre-deux tours, martelant ses thèses sécuritaires, manipuler habilement les angoisses latentes des Français. L'inconscient n'est pas un ennemi tapi au fond de chacun de nous, il n'est pas porteur d'un ordre noir, il possède simplement sa part d'archaïsme et d'infantile. En prendre la mesure, et c'est peut-être ce que va nous permettre cette terrible leçon, ce n'est certes pas lui donner les moyens de réaliser ses désirs, parfois meurtriers, c'est apprendre à le connaître : savoir à quelle pente il ne faut pas céder devient alors une question d'éthique* ». D'autres discours furent tenus, bien plus incisifs. Le soir du 21 avril 2002, au QG de François Bayrou, une phrase revint[17] : « *Le Pen, je ne peux pas y croire, les gens ne sont pas si cons.* » La campagne d'insulte et de dénigrement commençait, elle allait rapidement s'amplifier, dirigée avant tout contre les électeurs lepénistes traités de “*veaux*”, de « *gros beaufs* », de “*paumés*”, de “*largués*”, de “*périmés*”, de « *nantis assez arriérés* », possesseurs de « *nains de jardin* » et de « *petits pavillons à 4 sous* », d'individus au « *QI inférieur au*

1. *Le Soir*, 6 mai 2002, p. 4. Reproduit dans *Briser le barrage*, p. 111.
2. *Résistance sans chef*, mai 2002, recto, col. A. Cité dans *Briser le barrage,* p. 78.
3. *Briser le barrage*, p. 113-114.
4. *Le Monde*, 25 avril 2002, p. 2. Cité dans *Briser le barrage*, p. 245.
5. *Charlie Hebdo*, 30 avril 2002. Cité dans *Briser le barrage*, p. 155.
6. *Briser le barrage*, p. 152-153.
7. *Libération*, 4-5 mai 2002, p. 22. Cité dans *Briser le barrage*, p. 198.
8. *Libération*, 25 avril 2002, p. 11. Cité dans *Briser le barrage*, p. 244.
9. Pour ces deux citations, voir *Briser le barrage*, p. 246.
10. *Aujourd'hui*, 2 mai 2002, p. 4. Cité dans *Briser le barrage*, p. 247.
11. Pour toutes ces citations, voir *Briser le barrage*, p. 277.
12. *Le Figaro*, 30 avril 2002, p. 6. Cité dans *Briser le barrage*, p. 216.
13. Propos rapportés par *Le Figaro*, 30 avril 2002, p. 8. Cité dans *Briser le barrage*, p. 216-217.
14. *Libération*, 4 mai 2002, p. 21. Cité dans *Briser le barrage*, p. 217.
15. *Briser le barrage*, p. 215.
16. *Libération*, 3 mai 2002, p. 9. Cité dans *Briser le barrage*, p. 287.
17. *Libération*, 22 avril 2002, p. 12. Cité dans *Briser le barrage*, p. 289.

pour la droite nationale ?”

moins intelligent des primates », de “*cons*” et j’en passe[18].

R. : On put alors constater le mépris des prétendus intellectuels contre ce petit peuple de France. Je pense au sociologue Jean-Claude Kaufmann qui lâcha[19] : « *D’un côté, les modernes, culturellement nantis, ouverts à tous les nouveaux questionnements passionnants de l’époque. De l’autre, la souffrance honteuse de ceux qui ne comprennent rien à ce tohu-bohu, le repli silencieux au fond des petits pavillons à 4 sous. D’un côté, la jeunesse, imprégnée de multiculturalisme et qui rêve de croquer l’avenir à pleines dents. De l’autre, la nouvelle contre-révolution de cheveux gris. Et le politique aussi se coupe en deux. Non plus entre la gauche et la droite (qui devient une opposition secondaire). Mais entre la modernité de la raison et la protestation identitaire […] Mais les exclus silencieux, les vrais paumés de la modernité, eux, sont oubliés. Tous les périmés penauds des quartiers sans événements, des boutiques minables, des loisirs qui font rire la bonne société ; tous les possesseurs de nains de jardin dont on s’est si cruellement moqué, tous les Deschiens véritables qui ne comprennent pas le deuxième degré. Le 21 avril, secrètement (ils n’avaient pas osé le dire aux sondeurs), ils ont pris leur revanche.* »

V. R. : Ce discours est intéressant, car le message qu’il véhicule est le suivant : on ne peut pas s’opposer à l’évolution qui conduit au multiculturalisme, au cosmopolitisme. D’autres, d’ailleurs, l’ont repris de façon plus concise. Toujours extraits de mon ouvrage, j’en citerai trois. Dirk Van der Cruysse, universitaire qui lança : « *L’avenir est-il dans le cosmopolitisme polyglotte ? Oui, je le crois. Nous sommes condamnés à être mondialistes et polyglottes.* » Pascal Lamy, commissaire chargé du Commerce, qui renchérit : « *Le système économique est mondial : refuser de l’admettre ne changera rien à la réalité* ». Chris Patten, commissaire européen chargé des relations extérieures qui tonna : « *Il est absurde d’être contre la mondialisation. Autant être contre le temps qu’il fait.* »[20] Voilà pourquoi d’après ces gens, le vote Le Pen ne pouvait être pris en compte. Au terme de son exposé méprisant, Jean-Claude Kaufmann conclut[21] : « *Que faire* [avec les électeurs lepénistes] *? Écouter leur message, certes, mais tout en sachant qu’il est impossible de l’entendre vraiment pour l’intégrer à un programme de gouvernement. Car ce serait engager le pays vers la catastrophe, le nationalisme gros de haine, la violence, la régression insupportable. Que nous le voulions ou non, nous sommes condamnés à la modernité* ».

R. : On comprend donc que, dans l’esprit de ces gens, la démocratie doive se munir de garde-fous pour éviter l’élection d’un candidat ou d’un parti qui serait à contre-courant. Une chorégraphe proposa même, sans sourciller, l’instauration d’un « *permis de voter* »[22].

V. R. : C’était évidemment outrancier. Mais de son côté, le philosophe Alain Etchegoyen fustigea « *l’inanité et la bêtise d’une proportionnelle qui ne fait qu’enregistrer les votes favorables sans prendre en compte les répulsions viscérales* »[23]. Autrement dit : à côté des bulletins de vote traditionnels devraient figurer des bulletins de « vote défavorable » qui compteraient comme une voix négative, réservée au candidat qu’on ne veut absolument pas voir figurer au deuxième tour. Dans mon ouvrage, je montre comment cette règle du jeu aurait rendu Le Pen bon dernier avec un… nombre négatif de voix. En matière de garde-fou démocratique, l’analyse la plus complète fut celle que publia Maurice Druon dans *Le Figaro*[24]: « *Il serait parfaitement illusoire de prétendre revenir complètement sur le suffrage universel. Nos compatriotes ne supporteraient pas de se laisser dépouiller de leur bulletin de vote, fugitif symbole de leur souveraineté. Mais est-ce leur faire offense que de demander combien d’entre eux, à tous les niveaux de la société, sont vraiment à même de savoir et d’appréhender les compétences, l’expérience, l’aptitude à la décision, la connaissance des affaires du monde, l’autorité et la maîtrise de soi qui qualifient un homme pour occuper la fonction suprême ? Il faut avoir exercé des responsabilités publiques pour pouvoir juger à peu près sainement de ces choses-là. Je m’avance à proposer que l’on marie les dispositions de 1958 et celles de 1962, les deux étapes, en fait, de la pensée gaullienne. Au premier tour, un collège de grands électeurs, composés sensiblement comme celui de 1958, sélectionnerait par votes éliminatoires deux candidats, éventuellement trois. Et c’est sur ceux-là que l’ensemble des citoyens aurait à se prononcer, selon le suffrage universel. La Ie République y retrouverait dignité et efficacité* ».

R. : C’est l’aveu que le peuple est incapable de bien choisir… du moins quand il vote pour un “facho”.

V. R. : Naturellement. Au nom de l’Histoire écrite par les vainqueurs, les limites à la démocratie sont toujours posées en premier contre le fascisme. Le 29 avril 2002, la philosophe Chantal Delsol souligna[25] : « *nous avons compris (depuis l’élection de Hitler) que, contrairement à ce que disait Rousseau, la volonté générale n’est pas “toujours droite”.* »

R. : L’invocation de Hitler permet de violer tous les principes, en toute bonne conscience.

V. R. : Exactement. Dans *Le Vrai Papier Journal*, par exemple, le rappeur Monsieur R (de son vrai nom Richard Makela) déclara[26] : « *Alors, c’est vrai qu’on est en démocratie, mais y’a une contradiction. Si on doit se référer à l’histoire, Hitler a pris le pouvoir démocratiquement et on a vu ce que ça peut donner. Alors, le mot démocratique s’arrête où ? Faut museler les gens qui vont à l’encontre de la démocratie et de la République* […] *Comment peux-tu, en tant que journaliste, te mettre face à Le Pen et lui poser des questions, alors que tu sais ce qu’est son programme ? Ce qu’il faut, c’est que tous les journalistes refusent de lui donner la parole, parce qu’il est antidémocratique.* »

R. : On en revient toujours au slogan du révolutionnaire Saint-Just : « Pas de liberté pour les ennemis de la liberté. »

V. R. : C’est plus grave encore. Dès le 21 avril au soir, des propos très révélateurs furent tenus, qui présentaient le succès de Jean-Marie Le Pen comme un camouflet infligé à la France et au peuple français. En voici quelques exemples extraits de mon ouvrage[27]. Laurent Fabius : « *Il y a des tas de gens qui, tout simplement, pleurent, parce que ce n’est pas ça la France.* » Christiane Taubira : « *Le Pen au second tour, putain, ce n’est pas la France, ça* ». Plus net encore : le 24 avril, le quotidien londonien *The Independant* affirma que Jean-Marie Le Pen ne représentait pas, « *les manifestations le prouvaient, la vraie France* ». Deux jours plus tard, la chorégraphe Karine Sporta écrivit : « *on constate, le soir du 21 avril, un éloignement gravissime entre l’électorat et la volonté profonde des Français, qui se traduit dans les manifestations spontanées auxquelles on assiste partout.*» Et en effet, lorsque, le 5 mai au soir, les résultats du deuxième tour tombèrent, *Aujourd’hui* titra en première page : « *La France a gagné* ». Ces prises de position démontraient que, pour les antifascistes, Jean-Marie Le Pen, son parti et même ses électeurs étaient hors de la communauté nationale. Or, la démocratie prévoyant l’expression du « peuple français », la victoire du Front national dans les urnes ne serait pas démocratique. Dans mon ouvrage, je cite des exemples très nets[28]. *El País*, quotidien espagnol : « [Le succès de Jean-Marie Le Pen est] *une insulte à la démocratie et à la dignité des Français* ». Pascal Boniface, directeur de l’Iris : « *Je suis profondément* […] *frustré d’être privé d’un affrontement démocratique droite-gauche* ». Monique Nemer, éditrice : « *ce qui a été infligé à Lionel Jospin me bouleverse comme une intolérable injustice* […] *Battu par Chirac, ce serait la démocratie. Mais par Le Pen !* »

R. : Au nom de la démocratie, on refuse donc le verdict des urnes.

V. R. : En effet, sachant que la propagande qualifiait l’élection d’antidémocratique, on ne sera pas surpris que les manifestants aient été persuadés, eux, d’agir dans le cadre de la démocratie. Au lycée Henri IV à Paris, un chef de la contestation déclara : « *Protester, c’est reconnaître que ce résultat* [du 21 avril] *n’est pas légitime* […] *La mobilisation actuelle met en œuvre des principes de démocratie directe comme les assemblées générales, preuve qu’on peut vivre autrement.*» Pour ce jeune homme, donc, la démocratie consistait à… descendre dans la rue pour contester le verdict des urnes. De son côté, à la veille du deuxième tour, un lecteur de *France Soir* lança[29] : « *Le Pen peut être élu sans danger : face aux manifestations géantes et à la désobéissance civile, il devra faire ses valises, aussitôt arrivé. D’où nouvelles élections, retour du candidat Jospin qui, cette fois, sera plébiscité.* » Dans mon ouvrage, je cite également une foule de jeunes gens et d’électeurs qui appelaient à la révolution voire à la guerre civile au cas où Jean-Marie Le Pen serait élu. Fanny, 18 ans, lança : « *si Le Pen passe, intellectuels, artistes, politiques, Français moyens et huppés, de droite et de gauche, policiers, peuple de la rue, milieu underground, population immigrée, enfin tout le monde dans la rue pour manifester et destituer Le Pen de son pouvoir !* […] *Préparez-vous, car il n’est pas impossible qu’après l’horrible “surprise”* […] *du 21 avril, la France se réveille et descende dans la rue. On ne se résignera jamais. L’avenir nous appartient… et nous lutterons pour vivre libres ! Le Pen n’a qu’à bien se tenir !* ». Marc, militant socialiste, déclara : « *Si Le Pen passe, ce sera la révolution* ». Un jeune manifestant anti-Le Pen assura : « *Si Le Pen passe, c’est la guerre civile* »[30].

R. : Et comme toujours, ces menaces étaient justifiées au nom de l’Histoire.

V. R. : Bien sûr. Dans mon ouvrage, je l’établis là encore en citant des noms et des propos lus dans la presse. En voici quelques-uns. Jacques Chirac : « *Chaque fois que l’extrême droite a réussi à prendre légalement le pouvoir, cela s’est très mal terminé* ». Georges Mercier, ancien Résistant : « *Le Pen au deuxième tour, je ne peux pas l’admettre. Les Français ne se souviennent pas de ce qu’a fait l’extrême droite quand elle est arrivée au pouvoir dans le passé* ». L’Abbé Pierre, dans une lettre aux Français : « *Je vous en supplie ! Souvenez-vous comment un homme a fait que des millions de personnes de toutes races soient mises à mort dans les pires supplices* ». Jean-Paul Fitoussi, économiste : « *Disons-le d’emblée, le retour au “socialisme national de droite”, au racisme, à la xénophobie, au protectionnisme, en bref, au repli sur soi et à la haine des autres, n’est pas un avenir pour la France ni pour l’Europe. Ce serait aujourd’hui, comme ce fut le cas dans le passé, le prélude aux plus grandes catastrophes, aux plus immenses tragédies* ». Benjamin Lachterman, criminologue : « *dernier moyen pour organiser la lutte contre l’extrême droite : développer un site Internet expliquant aux surfeurs les dangers de ce type d’idée politique,* […] *quelques rappels fondamentaux comme l’arrivée au pouvoir de Hitler en 1933 et les conséquences qui en découlèrent* »[31].

R. : Ne pensez-vous pas que votre livre puisse justifier la politique de “dédiabolisation” entreprise à partir de 2002 par Marine Le Pen ?

V. R. : Après 2002, le Front national s’est trouvé à la croisée des chemins : soit tenter une politique de dédiabolisation, soit descendre sur le terrain de l’Histoire choisi par les adversaires en démontrant qu’un socialisme national n’avait pas mené où les vainqueurs de 1945 le prétendaient. En 1987, lors de l’affaire du “détail”, Jean-Marie Le Pen — qui était révisionniste — avait reculé. Ce fut une erreur colossale. En effet, si Jean-Marie Le Pen s’était affiché clairement révisionniste, alors il aurait été vu comme celui selon lequel il n’y avait pas eu de génocide juif, mais de nombreux morts dus à la guerre (ce qu’il avait déclaré lors de l’émission qui fit scandale[32]). Or, en restant sur la défensive et en cultivant le flou, il deviendrait le monstre pour lequel six millions d’exterminés, c’était un détail. D’où cette propagande qui, désormais, serait exploité contre lui : « Si le Pen arrive au pouvoir, il exterminera sans état d’âme ses ennemis divers ». Dans mon livre, je l’explique.

R. : Mais comment aurait-il pu faire passer le message révisionniste sans saboter son parti ?

V. R. : Très simplement. Il lui aurait suffi de dire : « *J’affirme que les chambres à gaz homicides hitlériennes n’ont pas existé. Je suis prêt à me retirer de la vie politique si l’on démontre que j’ai tort. Pour cela, organisons un débat public entre des historiens, d’anciens déportés et le professeur Faurisson. S’il existe plein de témoins fiables et mille preuves indiscutables de l’existence de ces chambres à gaz, alors M. Faurisson sera ridiculisé aux yeux du grand public, et je me retirerai de la vie politique.* » Permettez-moi un petit scoop. Jean-Marie Le Pen avait conscience de son erreur stratégique commise en en 1987. Je le sais parce que, fin 2002, j’ai publié l’ouvrage que je republie aujourd’hui sous le titre *Briser le barrage*. Je l’avais envoyé à M. Le Pen. J’habitais alors Bruxelles où je connaissais un conseiller FN au Parlement européen. Un jour, celui-ci m’a révélé : « *M. Le Pen a lu votre livre. Il m’a dit : “Ce garçon a raison.”* » Un peu plus tard, M. Le Pen me fit parvenir, sous enveloppe, un don de 500 euros pour mes enfants… Quoi qu’il en soit, quinze ans après 1987, sa fille a reculé en 2002. Non seulement elle a opté pour la dédiabolisation, mais de plus, le Rassemblement national n’est plus opposé à la loi Gayssot[33].

R. : On vous objectera qu’aujourd’hui, Jordan Bardella est en tête des sondages pour le premier tour de la prochaine présidentielle.

V. R. : Certes, mais il y aura un second tour avec, comme lors des législatives de l’été 2024, un « *sursaut républicain* ». Allons plus loin : supposons que je me trompe. Pourquoi le RN est-il porté dans les sondages ? Parce que, comme vous ne cessez de le souligner, il a renié les fondamentaux de la droite nationale. Je l’ai dit et répété : tant que l’ombre de la Shoah planera, aucune formation de droite nationale authentique ne pourra arriver au pouvoir par les urnes. Si elle y arrive, c’est qu’elle n’est plus dans le camp national. Si, donc, le RN se hisse au pouvoir, il pratiquera une politique à la Giorgia Meloni en Italie.

R. : Le mot de la fin ?

V. R. : Après avoir lu mon ouvrage sur les élections des 2002, le professeur Faurisson m’a félicité : « *C’est une véritable thèse universitaire* » a-t-il dit. C’est ce livre que je réédite aujourd’hui, pour éclairer la droite nationale sur l’importance du révisionnisme auquel j’ai consacré ma vie.

Propos recueillis par Jérôme BOURBON.

Briser le Barrage, 362 pages, 45 euros franco pour la France. 55 euros franco pour l’Europe et 60 euros franco pour le reste du monde. A commander directement sur notre boutique rivarol.com ou en nous écrivant aux Editions des Tuileries, 19 avenue d’Italie, 75013 Paris en envoyant un chèque à l’ordre des Editions des Tuileries.
Le gros livre de Vincent Reynouard sur la Shoah (offrande conseillée de 50 euros franco pour la France, de 60 euros pour l’Europe, de 70 euros pour le reste du monde) est actuellement en rupture de stock et sera à nouveau disponible fin août-début septembre. Vous pouvez le commander dès maintenant si vous le souhaitez et le livre vous sera envoyé à la rentrée.

18. *Briser le barrage*, p. 289 et suivantes.
19. *Le Monde*, 26 avril 2002, p. 12. Cité dans *Briser le barrage*, p. 291-292.
20. *Briser le barrage*, p. 294.
21. *Le Monde*, 26 avril 2002, p. 12. Cité dans *Briser le barrage*, p. 300.
22. Proposition de la chorégraphe Karine Saporta dans *Le Monde*, 26 avril 2002, p. 33.
23. *Briser le barrage*, p. 284-285.
24. *Le Figaro*, 6 mai 2002, p. 21. Cité dans *Briser le barrage*, p. 314.
25. *Le Figaro*, 29 avril 2002, p. 21. Cité dans *Briser le barrage*, p. 313.
26. *Le Vrai Papier Journal*, juin 2002, p. 36-37. Cité dans *Briser le barrage*, p. 234.
27. *Briser le barrage*, p. 317-319.
28. *Briser le barrage*, p. 320.
29. *France Soir*, 4 mai 2002, p. 30. Cité dans *Briser le barrage*, p. 329.
30. Pour toutes ces citations, voir *Briser le barrage*, p. 327-328.
31. Pour toutes ces citations, voir *Briser le barrage*, p. 131-132.
32. « *Il y a eu beaucoup de morts, des centaines de milliers, peut-être des millions de morts juifs, et aussi de gens qui n’étaient pas juifs.* » (Jean-Marie Le Pen sur RTL, 13 septembre 1987)
33. Voir les déclarations de Sébastien Chenu le 26 octobre 2022.